

# PS Migrant-e-s

## Manifeste électoral 2019



Approuvée par la Conférence des membres du PS Migrant-e-s du 18 mai 2019

### **1. Pour un droit au travail pour toutes\* et tous**

Qui travaille a des contacts sociaux, reçoit des témoignages d'estime et peut s'épanouir professionnellement et personnellement. Qui ne peut pas travailler n'a pas seulement des soucis d'ordre financier, mais vit aussi en marge de la société. En Suisse, aucun groupe n'est aussi touché par le chômage que les migrantes\* et les migrants sans passeport suisse. Lorsque l'économie va moins bien, ce sont les premiers à perdre leur job et ils sont les premiers à être discriminés à l'embauche.

#### **Nous, migrant-e-s, voulons :**

1. Des campagnes de sensibilisation pour lutter contre les discriminations sur le marché du travail. Les entreprises et les autorités doivent avoir une conscience aiguë de la diversité de notre société et l'intégrer dans leur champ d'action. Les jeunes issu-e-s de la migration ne doivent pas être discriminé-e-s lors de leur recherche de place d'apprentissage. Les lettres de motivation anonymes sont un moyen d'y remédier. Il faut également simplifier l'accès à la justice, alléger (et simplifier) le fardeau de la preuve et diminuer les risques liés aux procédures dans les cas de discrimination.
2. Que nos diplômes, ainsi que les qualifications et expériences très diverses que nous amenons avec nous depuis nos pays d'origine respectifs, soient reconnus. Les bourses d'études doivent être accessibles à toutes et tous, sans discrimination. L'offre de l'assurance-chômage censée favoriser les mesures d'une politique du marché du travail active doit clairement être étendue, notamment pour les formations continues et les reconversions professionnelles, y compris les apprentissages, et pas seulement pour les jeunes, mais pour toutes et tous.
3. Que les communes proposent aux requérants d'asile aussi tôt que possible une occupation qui ait un sens au service de la communauté. Toute personne qui le veut doit pouvoir se préparer le plus tôt possible à la participation complète au marché du travail primaire.

### **2. Etendre les droits civils et la participation politique**

Plus de deux millions de personnes – soit un quart de la population – n'ont pas le droit de vote et sont largement exclue des processus politiques. Cet énorme déficit démocratique est inacceptable. Sans participation politique, le chemin vers une intégration réussie devient très difficile. Au lieu de prendre des mesures adéquates, de nouveaux obstacles à la naturalisation exacerbent le problème, et les nouvelles naturalisations sont en baisse. Nos opposants politiques ont fait du vote sur la naturalisation facilitée de la troisième génération une question de principe. Malgré tout, le 12 février 2018, plus de 60% de l'électorat a voté en faveur du projet de loi : un signal fort de la majorité souhaitant fondamentalement faciliter le processus de naturalisation.

#### **Nous, migrant-e-s, voulons :**

1. La naturalisation doit être facilitée et les obstacles à la naturalisation levés. Les frais et les périodes de séjours doivent être réduits, les exigences linguistiques simplifiées et l'acquisition de la langue encouragée et facilitée par les autorités publiques. Les clauses de sauvegarde devraient accorder plus de poids aux circonstances personnelles, et l'obligation de tenir un protocole et le droit à être accompagné devraient mettre un terme à l'arbitraire et au hasard durant la procédure de naturalisation. L'obligation à informer et à conseiller de la Confédération, des cantons et des communes dans le cadre de la promotion de l'intégration doit être enfin assumée et mise en œuvre.
2. Notre objectif reste le même : doit être naturalisée sans autre formalité toute personne résidant dans notre pays depuis un certain temps ainsi que toute personne y étant née (ius soli). Tout

comme les personnes établies sans nationalité suisse, qui doivent accéder au droit de vote et d'éligibilité au niveau communal et cantonal après un certain nombre d'années. Des offres et des programmes accessibles à toutes et tous doivent faciliter l'entrée dans la politique et l'encourager.

3. Toute autorité ou institution en contact direct avec la population doit accorder beaucoup plus d'attention à la diversité de son personnel et assurer la représentation adéquate de la population issue de la migration. Aux personnes détenant une double citoyenneté appartient le rôle central de construire des ponts : Les citoyennetés multiples soutiennent les appartenances multiples et ainsi renforcent des formes transfrontalières de démocratie et d'intégration.

### **3. La même dignité et les mêmes chances pour les femmes migrantes**

Les réalités des femmes migrantes sont des plus hétérogènes : elles mènent des activités multiples, ont de nombreuses qualifications et compétences et apportent avec elles les expériences les plus diverses. Cependant, elles ne peuvent souvent pas réaliser leur plein potentiel et se voient confrontées à une double discrimination. En tant que migrantes et en tant que femmes, elles sont moins prises au sérieux et ont moins de chance de se faire entendre. L'accès au travail, à l'éducation et à la politique n'est pas suffisant. Les femmes migrantes sont souvent oubliées, ou alors dépeintes comme passives. Cela doit changer :

#### **Nous, migrant-e-s, voulons :**

1. De la protection contre la discrimination à l'action positive. La même dignité et les mêmes droits doivent être reconnus pour les migrantes, leur statut de séjour doit être indépendant de leur état civil et l'égalité des genres doit être activement promu par des programmes ciblés.
2. La visibilité politique et sociale et la participation des femmes migrantes. Nous ne pouvons plus continuer à parler des femmes migrantes sans parler avec elles. La voix des femmes migrantes doit enfin être entendue en politique, dans la société et dans la vie de tous les jours, et les femmes migrantes doivent être adéquatement représentées dans l'espace public ainsi que sur les listes électorales.
3. La pleine participation des femmes migrantes à l'éducation et au travail. Des cours de langue mère-enfant, un accès ciblé des jeunes mamans à des places d'apprentissage, un soutien à la création d'entreprises, des programmes de mentorat ciblés afin d'encourager la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles pour ainsi améliorer l'accès des femmes migrantes à la formation et au travail.

### **4. Une société inclusive, qui reconnaît la diversité et l'égalité dignité**

L'origine de la population suisse est particulièrement hétérogène en comparaison européenne. 46% de la population suisse a au moins l'un de ses deux parents né à l'étranger.

#### **Nous, migrant-e-s, voulons :**

1. La classe politique doit reconnaître la nouvelle réalité sociale et garantir une égalité réelle et une société inclusive grâce à une protection complète contre la discrimination et à des programmes de soutien.
2. Nous appelons de nos vœux un nouveau partenariat entre les autorités, les communautés religieuses et celles et ceux qui ne se réclament d'aucune religion. Toutes et tous méritent le respect et la reconnaissance garantie dans un état qui respecte les droits humains.
3. Le profiling racial doit cesser. Les forces de l'ordre doivent élaborer et introduire des mesures propres à garantir des pratiques d'intervention non discriminatoires et surveiller l'application de ces mesures.